L’engagement citoyen au cœur des politiques publiques de développement et de solidarité

Alors que s’est tenu cette semaine à l’ONU le Sommet sur le Climat ainsi que le premier Sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD), la France vient d’adopter sa Feuille de route pour l’Agenda 2030 intitulée « Agissons pour un monde plus durable et solidaire ». Présentée le 20 septembre dernier par la ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, cette véritable stratégie interministérielle pour la mise en œuvre des ODD en France dessine les grandes transformations à mener, à la fois sur le territoire national, en Europe et à l’international. Le volontariat et l’engagement citoyen en France et à l’international, ainsi que l’éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), sont identifiés comme des outils favorisant l’appropriation et la participation des citoyens à cet Agenda 2030. Voici la présentation faite par France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l’international, dont fait partie le Défap : un texte qui complète la tribune de Coordination Sud que nous vous présentions plus tôt cette semaine.



Couverture du livret présentant la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 © DR

Une Feuille de route, six grands enjeux

Élaborée dans le cadre d'un processus de plus d'un an, au cours duquel les parties prenantes – et notamment la société civile – ont été consultées, cette Feuille de route a permis d'engager une grande diversité d'acteurs français, provenant de tous les secteurs publics et privés, dans une voie commune pour le développement durable. Parlementaires, ministères, entreprises, associations, collectivités territoriales, syndicats et chercheurs se sont mobilisés afin de fixer le cap d'une société qui ne laisse personne de côté, et l'ambition d'un monde plus durable et plus solidaire.

Six grands enjeux prioritaires ont été identifiés :

1. Agir pour une société juste en éradiquant la pauvreté, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous
2. Transformer les modèles de sociétés par la sobriété

carbone et l’économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat et de la planète et de sa biodiversité
3. S’appuyer sur l’éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable
4. Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable
5. Rendre effective la participation citoyenne à l’atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l’expérimentation et de l’innovation territoriale
6. Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Autour de chacun de ces six enjeux, des priorités et propositions d’actions sont définies, et des exemples d’initiatives sont présentés.

Le document aborde également l’ambition d’une gouvernance renouvelée pour la réalisation de l’Agenda 2030, et des propositions de chantiers à conduire et d’expérimentations possibles à mener par groupes d’acteurs.



Logo de France Volontaires © DR

Le volontariat, l'engagement citoyen et l'ECSI reconnus comme outils pour l'atteinte des ODD

Afin de porter la voix du volontariat, de l'engagement citoyen et de l'ECSI, France Volontaires a participé activement aux différents travaux d'élaboration de la Feuille de route, en concertation notamment avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le CLONG-Volontariat.

France Volontaires se félicite de retrouver dans son contenu **plusieurs contributions** portées par la plateforme et ses membres.

Dans son enjeu 6 sur l'action extérieure de la France, la Feuille de route reconnait l'engagement citoyen dans le domaine du développement et de la solidarité internationale comme un «*levier d'action transversal qui permet une appropriation concrète et durable des enjeux globaux et de l'Agenda 2030*». Cette mention dans la Feuille de route de la France fait écho à la reconnaissance onusienne de l'engagement citoyen : le Rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies de 2014 sur l'Agenda 2030 qualifie le volontariat de «*moyen puissant et transversal dans la mise en œuvre des ODD*».

Dans la Feuille de route, l'appui aux dispositifs de volontariat à l'international dans le cadre de la mobilité croisée et des volontariats réciproques est affirmé comme une ambition nationale. Ainsi, il est proposé de «*favoriser le développement des opportunités d'engagement volontaire à l'international pour répondre à la demande croissante des citoyens, tout en veillant à l'accessibilité au plus grand nombre, au principe de réciprocité, à la qualité des missions et des partenariats, ou encore des processus d'accompagnement des volontaires tout au long de leurs parcours*».

Le projet ***PrODDige*** (Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble), porté par le Service de Coopération au Développement (SCD), membre de France Volontaires, également partenaire du projet, est cité en exemple comme une initiative permettant de favoriser la participation citoyenne, en notamment l'appropriation des ODD, dans les territoires, à travers le volontariat de réciprocité.

Concernant l'ECSI, l'une des priorités de l'enjeu 3 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie est de «*s'appuyer sur l'éducation hors système scolaire pour changer les comportements*». Un soutien par des financements publics et privés aux associations agissant notamment pour l'éducation à l'environnement et au développement durable ou pour l'ECSI est préconisé.

L'Agenda 2030, un cadre commun à mettre en œuvre d'urgence

À dix ans de l'échéance de l'Agenda 2030, les voyants sont au rouge et les résultats sont loin d'être satisfaisants. En amont de la 74e Assemblée générale des Nations Unies actuellement en cours, le Secrétaire général, Antonio Guterres, a tiré la sonnette d'alarme et a appelé «*toute la société à accroître la pression sur les gouvernements pour qu'ils comprennent qu'ils doivent aller plus vite, car nous sommes en train de perdre la course*» dans une interview de ***Covering Climate Now***.

Aux côtés de plus d'une cinquantaine d'organisations, **France Volontaires est signataire** de la Tribune «***Face à l'urgence climatique et sociale, ne ratons pas le coche des objectifs de développement durable***» publiée le 22 septembre 2019 sur ***Mediapart*** et initiée par ***Coordination Sud***, plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Tout en affirmant que l'Agenda 2030 constitue le seul cadre

international pouvant guider un réel changement de cap, le collectif d'organisations appelle par ce texte à «*une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l'État, afin de créer un cadre pour l'action de l'exécutif et du législatif et soutenir l'action des acteurs non-étatiques*».

Avec l'adoption de la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, une stratégie est définie et les ambitions sont posées. Des modalités de mise en œuvre concrètes ainsi que des moyens alloués significatifs sont maintenant attendues. France Volontaires reste mobilisée pour faciliter la mise en œuvre des enjeux la concernant et notamment, le développement quantitatif et qualitatif des opportunités d'engagement volontaire international.